



Mairie de Marseille

DGA VILLE VILLE AU QUOTIDIEN

Direction des Bâtiments et des Equipements Communaux

Pôle Maintenance et Expertises Techniques

Règlement de consultation

**Reprographie pour l'ensemble des services de la
Ville de Marseille - 2 lots**

Numéro de la consultation : 25_1269

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Sommaire

ARTICLE 1 - GENERALITES.....	3
1.1 Objet et description de la consultation.....	3
1.2 Nature.....	3
1.3 Nature.....	3
1.4 Pouvoir adjudicateur.....	3
1.5 Procédure.....	4
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Décomposition en lots, tranches et postes.....	4
2.1.1 Décomposition en lots.....	4
2.2 Accord-cadre à bons de commande.....	4
2.3 Durée.....	5
2.4 Options.....	5
2.5 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	5
2.6 Groupements d'opérateurs économiques.....	5
2.7 Conditions relatives au marché.....	6
2.7.1 Cautionnement et garanties exigées.....	6
2.7.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	6
ARTICLE 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT.....	7
4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures.....	7
4.2 Eléments exigés au titre de l'offre.....	8
4.2.1 Présentation des offres.....	8
4.2.2 Présentation de variantes.....	9
ARTICLE 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS.....	9
5.1 Remise électronique.....	9
5.2 Copie de sauvegarde.....	9
5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits.....	10
5.4 Date et heure limites de remise des plis.....	11
5.5 Délai de validité des offres.....	11
ARTICLE 6 - EXAMEN DES PLIS.....	12
6.1 Examen des candidatures.....	12
6.2 Jugement des offres.....	12
ARTICLE 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S).....	17
ARTICLE 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION....	17
8.1 Règles liées aux échanges électroniques.....	17
8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation.....	17
ARTICLE 9 - RECOURS.....	18
9.3.1 Les voies de recours.....	18
9.3.2 Instance chargée des procédures de recours.....	18
9.3.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	18

Article 1 - GENERALITES

1.1 Objet et description de la consultation

La présente consultation a pour objet : Reprographie pour l'ensemble des services de la Ville de Marseille – 2 lots.

Le présent marché porte sur les prestations de reprographie dans divers établissements de la ville de Marseille. Les prestations portent sur tous les arrondissements de Marseille (1 à 16) ainsi que les établissements rattachés et la reprographie d'atlas cartographiques et éléments complémentaires pour le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille.

Conformément à l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire (dite Loi « AGECE »), ainsi qu'à son décret d'application n° 2021 254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées (cf. se référer à l'article 1.8 du CCAP).

Etablissements rattachés :

Ils correspondent aux établissements relevant du patrimoine de la ville de Marseille, situés hors du territoire de la commune de Marseille.

⇒ **4 établissements rattachés sont actuellement gérés par la ville de Marseille :**

- 3 établissements sont rattachés au patrimoine du 2ème arrondissement de Marseille :

- La caserne du bataillon des marins pompiers située sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône
- La caserne du bataillon des marins pompiers située sur la commune de Port de Bouc
- La caserne du bataillon des marins pompiers située sur la commune de Fos-sur-Mer

- 1 établissement est rattaché au patrimoine du 11ème arrondissement de Marseille :

- La pépinière de la Fresnaie située sur la commune d'Aubagne

Si la Ville de Marseille est amenée à acquérir, louer ou intervenir sur d'autres bâtiments, le marché sera appliqué aux prestations à exécuter dans ces éventuels bâtiments.

1.2 Nature

1.3 Nature

Passation d'un marché de : Services

1.4 Pouvoir adjudicateur

Acheteur public :

Ville de Marseille

Hôtel de Ville

Quai du Port

13233 Marseille Cedex 20

Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr

Adresse Internet : www.marseille.fr

1.5 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Décomposition en lots, tranches et postes

2.1.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Reprographie de documents pour l'ensemble des services de la Ville de Marseille à l'exception des atlas cartographiques du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille
2	Reprographie d'atlas cartographiques et éléments complémentaires pour le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille

Chaque candidat pourra faire une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats peuvent soumettre des offres pour tous les lots : oui.

Limitation du nombre de lots pouvant être attribués à un même candidat : non

2.2 Accord-cadre à bons de commande

Les lots n° 1 et 2 sont des accords-cadres mono attributaires exécutés par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le volume suivant des prestations est donné **pour chaque période annuelle durée du marché** :

Pour chaque lot

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Montant minimum annuel (en Euros HT) : Sans minimum

Montant maximum annuel (en Euros HT) : 80 000 € HT

2.3 Durée

La durée du marché se définit comme suit : le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 9 décembre 2025 ou de la date de notification du marché si celle-ci intervient après cette date.

Le marché est reconductible par période d'un an à compter de la date anniversaire du marché, telle que précisée dans le précédent alinéa, dans la limite de trois reconductions.

La reconduction du marché se fera de manière tacite.

En cas de décision de non reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Lorsque le montant maximum annuel est atteint avant la fin de la période, le pouvoir adjudicateur pourra exécuter par anticipation la nouvelle période d'exécution. La durée totale du marché sera réduite d'autant.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de 3 mois après la date d'expiration du marché.

2.4 Options

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation n'impose pas de prestations supplémentaires éventuelles.

Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation. La présente mise en concurrence tient compte de cette possibilité.

2.5 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Toutefois, le marché prévoit un sous critère de dispositions sociales pour les 2 lots.

2.6 Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Ils ne peuvent modifier la composition de leur groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Forme juridique que devra revêtir le groupement attributaire :

Aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, n'est exigée après attribution du marché.

2.7 Conditions relatives au marché

2.7.1 Cautionnement et garanties exigées

Pas de cautionnement, ni de garantie demandés au titre des articles R2191-32 à 42 du Code de la commande publique.

2.7.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le marché est financé par ressources budgétaires propres.

Les règlements seront effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements devront être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement.

Les lots 1 et 2 sont des accord-cadres à prix unitaires.

Les accord-cadres sont conclus à prix révisables.

Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr

Il ne sera transmis aucun DCE sur support physique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 (sept)** jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'administration, du dossier modifié aux personnes ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. En cas de report, par l'administration, de la date limite de remise des plis, c'est en fonction de la nouvelle date fixée que sera calculé le délai susmentionné.

Le DCE comporte les documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (RC) de l'accord-cadre commun aux lots 1 et 2
- l'annexe n°1 au RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics
- l'annexe n°2 au RC relative au Guide d'ouverture des fichiers
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord cadre commun aux lots 1 et 2
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour les lots 1 et 2
- l'Acte d'Engagement (AE) pour chacun des lots
- le Bordereau de Prix Unitaires - cadre de réponse pour les lots 1 et 2
- le Détail des quantités estimés - cadre de réponse pour les lots 1 et 2
- le cadre d'analyse technique, pour chacun des lots
- le formulaire de lettre de candidature DC1 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>)
- le formulaire de déclaration de candidature DC2 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>)

Le dossier de consultation est intégralement mis en ligne et accessible sur le profil d'acheteur.

Article 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en EURO. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

Pour présenter leur candidature, le(s) candidat(s) peuvent utiliser soit :

- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;
- le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les informations concernant ces supports sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-après :

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes : (Les DC1 et DC2 sont fournis dans le DCE)	
1/ Renseignements concernant la situation juridique du candidat	<ol style="list-style-type: none">1. Lettre de candidature (pouvant prendre la forme du DC1) dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique.2. Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat a bien été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
2/ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise	<p>- Déclaration concernant <u>le chiffre d'affaires</u> global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.</p> <p>Les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire les chiffres d'affaires des trois derniers exercices devront fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises (pour vérifier la date de création de l'entreprise),- le montant de leur capital social (pour justifier de leurs capacités économiques et financières).

3 / Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat	<p>- Présentation d'une <u>liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis</u> au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire, ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</p> <p>- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</p>
Renseignements complémentaires	<p>Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents mentionnés ci-dessus (DC2 et annexes ou DUME).</p> <p>Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique H) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, <u>ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant que le titulaire dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations</u>. En cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.</p> <p>En ce qui concerne les lots n° 1 et 2, en cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.</p>

4.2 Éléments exigés au titre de l'offre

4.2.1 Présentation des offres

L'offre du candidat comporte les pièces ou documents suivants :

<p>- l'Acte d'Engagement, dûment complété, concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner</p> <p>Rappel : La signature de l'AE n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire.</p> <p>Par ailleurs, il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement au format pdf, afin d'assurer la bonne transmission et mise en page du document concerné.</p>
<p>- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) intégralement complété, concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner. Le DQE sera renseigné automatiquement.</p>
<p>- le Cadre d'Analyse Technique <u>intégralement complété</u></p>
<p>- pour le lot 2 uniquement, les échantillons tels que détaillés à l'article 5.3 du présent document</p>

Nota Bene : Pour les BPU et DQE, il est demandé aux candidats de remettre ces documents au même format informatique que celui transmis dans le DCE, ou dans le format bureautique ouvert ODF mode révisable, format ouvert, normalisé ISO (.odt, .ods, .odp, .odg) utilisé par les suites bureautiques Open Office et Libre Office.

4.2.2 Présentation de variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes de leur propre initiative.

Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

5.1 Remise électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique sur son profil acheteur **mpe.mairie-marseille.fr**. La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis. Ainsi, toute modification ou tout complément du soumissionnaire en cours de consultation doit donner lieu à la transmission de l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Les modalités relatives à la réponse par voie électronique sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

5.2 Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation concernée.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

ENVOI POSTAL :

En cas d'envoi postal, les plis doivent être adressés à l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction de l'Achat et de la Commande Publique

Pôle Conduite de la Commande publique

39 Bis, Rue Sainte

13233 MARSEILLE Cedex 20

REMISE CONTRE RECEPISSE :

Les plis peuvent être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction de l'Achat et de la Commande Publique

Pôle Conduite de la Commande publique

Passage Timon David, rue Sainte (1er arrondissement)

13001 Marseille

Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits

Pour le lot 2, la remise des échantillons suivants tels que définis au CCTP est prévue :

- 5 plans A4, reprographiés en recto/verso réalisés à partir d'un fichier informatique fourni au format pdf (cf.article 2 du CCTP "Reprographie de plans"), par le bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM)
- 5 plans A3, reprographiés en recto/verso réalisés à partir d'un fichier informatique fourni au format pdf (cf.article 2 du CCTP "Reprographie de plan"), par le bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM)
- 1 pochette transparente pour atlas A4
- 1 pochette transparente pour atlas A3
- 1 couverture noire pour atlas urbain au format A4 en 60mm
- 1 couverture bleue pour atlas urbain au format A3 en 30mm avec l'ensemble des sérigraphies
- 1 couverture noire pour atlas DFCI au format A3 en 10mm avec l'ensemble des sérigraphies
- 1 couverture rouge pour atlas spécifique au format A3 avec l'ensemble des sérigraphies
- 1 couverture rouge pour atlas spécifique au format A4 avec l'ensemble des sérigraphies
- 1 couverture noire pour atlas DFCI des Bouches-du-Rhône au format A3 en 35mm avec l'ensemble des sérigraphies
- 1 système de fixation de longueur 30mm
- 1 entretoise
- 1 jeu d'intercalaires A3 à 8 vues

Le candidat devra respecter le nombre d'échantillons présentés ci-dessus et les mentions suivantes, sous peine de les voir non analysés et l'offre déclarée irrégulière :

Le nom du candidat ;

La désignation et référence de l'article.

Le conditionnement doit être optimum afin d'assurer l'intégrité des échantillons.

L'EMBALLAGE DES ECHANTILLONS PORTERA LES MENTIONS SUIVANTES

<p style="text-align: center;">❖ Nom du candidat</p> <p style="text-align: center;">-----</p> <p style="text-align: center;">❖ Dossier consultation n°25_1269</p> <p style="text-align: center;">Lot n°2 : Reprographie d'atlas cartographiques et éléments complémentaires pour le bataillon de marins-pompiers de Marseille</p> <p style="text-align: center;">❖ ECHANTILLONS</p> <p style="text-align: center;">❖ NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER</p>
--

Les échantillons sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité. Dans tous les cas, le dépôt devra être effectué au plus tard aux date et heure limites de remise des offres.

Les échantillons devront être livrés à l'adresse suivante :

Ville de Marseille
Bataillon de marins pompiers de Marseille
Base de Plombières
Division Opération /Service SIC
137 boulevard de Plombières
Alvéole D / 1ère étage
13003 Marseille

Horaires de réception : du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

La fourniture des échantillons est à la charge du candidat. Il ne sera pas versé de prime.

Les entreprises non retenues pourront, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle elles auront été informées du rejet de leur offre, venir retirer les échantillons dans les locaux de l'administration.

Les échantillons non réclamés dans ce délai seront acquis à la Ville de Marseille sans que l'entreprise puisse prétendre à une quelconque indemnité.

5.4 Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde » des candidats et le dépôt des échantillons.

5.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 6 - EXAMEN DES PLIS

La présentation telle qu'exposée ci-après ne préjuge en rien de l'ordre dans lequel l'acheteur procédera à l'examen des plis. Ainsi, celui-ci peut, en cas de procédure ouverte, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

6.1 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen de la ou des candidature(s), s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents demandés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Il n'est pas exigé de niveaux minimaux de capacités financières ou techniques.

En ce qui concerne la capacité économique et financière, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Il n'est pas exigé de niveaux minimaux de capacités financières.

En ce qui concerne les capacités professionnelles et techniques, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Il n'est pas exigé de niveaux minimaux de capacités techniques.

Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

Le Code de la Commande Publique prévoit différents cas d'exclusion laissés à l'appréciation de la Collectivité, et notamment :

- En application de **l'article L2141-8 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques dont la candidature crée une distorsion de la concurrence et ne permet pas de faire respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, notamment à cause de leur participation à la préparation de la présente procédure ou par la détention d'informations susceptibles de leur donner un avantage concurrentiel.

- De même, en application de **l'article L2141-10 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques qui créent une situation de conflit d'intérêts, telle que définie dans ce même article.

Toutefois, et conformément à l'article L2141-11 du code de la commande publique, si une exclusion est envisagée, l'opérateur économique pourra présenter des observations tendant à informer des mesures prises pour corriger les éventuels manquements ou justifier que sa participation ne porte pas atteinte à l'égalité de traitement.

6.2 Jugement des offres

Conformément à l'article R 2152-2 du Code de la Commande Publique, en cas de régularisation d'offres irrégulières, elle ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :

6.2.1 Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants applicables au lot n° 1 :

1°) Prix de l'offre : 70 %

2°) Valeur technique de l'offre : 30 %

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre

La note maximum est de **20** points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = 20 \times P(m)/P(i)$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

2°) Valeur technique de l'offre

Le cadre d'analyse technique porte sur les sous-critères suivants qui seront chacun analysés au regard de sa pertinence, son adéquation et sa cohérence avec les prestations, objet du marché:

La valeur technique des offres sera jugée sur la base des sous-critères suivants :

Sous-critère1 - Dispositions environnementales : noté sur 6 points <ul style="list-style-type: none">- Dispositions prises pour limiter la production de déchets issus des opérations objet du marché (noté sur 3 points)- Dispositions prises pour le traitement des déchets issus des opérations objet du marché (noté sur 3 points)
- Sous-critère 2 – Dispositions sociales : noté sur 6 points <ul style="list-style-type: none">- Dispositif d'accompagnement mis en œuvre pour le tutorat et l'encadrement technique de la/les personne(s) en insertion dans le cadre des prestations de ce marché
- Sous-critère 3 : noté sur 8 points <p>Organisation mise en place par le candidat pour l'exécution du marché :</p> <ul style="list-style-type: none">- prise en compte des demandes (3 points)- reporting en cours d'exécution du marché (4 points)- délai de livraison (1 point)

La note maximum est de **20** points.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique initiale VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT = 20 \times (VT(i)/VT(m))$$

Dans laquelle :

VT est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat ;

VT (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ;

VT (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure valeur technique initiale.

6.2.2 Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants applicables au lot n° 2 :

1°) Remise des échantillons (tels que définis au CCTP) : 60 %

2°) Prix de l'offre : 30 %

3°) Valeur technique de l'offre : 10 %

Modalités de mise en œuvre de ces critères :

1°) Remise des échantillons (tels que définis au CCTP)

La remise des échantillons est jugée , selon les éléments ci-dessous :

- Qualité d'impression : netteté, clarté et fidélité des couleurs des plans reprographiés A4 et A3 (0 à 15 points)
- Type et texture de papier utilisé pour la reprographie des plans A4 et A3 (0 à 15 points)
- Compatibilité des échantillons entre eux (0 à 15 points)
- Résistance des pochettes transparentes (0 à 5 points) , couvertures (0 à 5 points) et jeux d'intercalaires A3 à 8 vues (0 à 5 points)

Pour le lot 2, les notes échantillons sont obtenues par la formule suivante :

Note échantillon sur 60 = 60 * (Echantillon du candidat / meilleur échantillon)

où Échantillon du candidat = somme des points de la grille d'analyse des échantillons.

La note des échantillons devra être ramenée sur 20 points

soit

Note (échantillon) = 20 x (échantillon du candidat)/(meilleur échantillon)

2°) Prix de l'offre

La note maximum est de 20 points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$N(i) = 20 \times P(m)/P(i)$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

3°) Valeur technique

Le cadre d'analyse technique porte sur les sous-critères suivants qui seront chacun analysés au regard de sa pertinence, son adéquation et sa cohérence avec les prestations, objet du marché:

La valeur technique des offres sera jugée sur la base des sous-critères suivants :

Sous-critère1 - Dispositions environnementales : noté sur 6 points <ul style="list-style-type: none">- Dispositions prises pour limiter la production de déchets issus des opérations objet du marché (noté sur 3 points)- Dispositions prises pour le traitement des déchets issus des opérations objet du marché (noté sur 3 points)
- Sous-critère 2 – Dispositions sociales : noté sur 6 points <ul style="list-style-type: none">- Dispositif d'accompagnement mis en œuvre pour le tutorat et l'encadrement technique de la/les personne(s) en insertion dans le cadre des prestations de ce marché
- Sous-critère 3 : noté sur 8 points <p>Organisation mise en place par le candidat pour l'exécution du marché :</p> <ul style="list-style-type: none">- prise en compte des demandes (3 points)- reporting en cours d'exécution du marché (4 points)- délai de livraison (1 point)

La note maximum est de **20** points.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique initiale VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT = 20 * (VT(i)/VT(m))$$

Dans laquelle :

VT est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat ;

VT (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ;

VT (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure valeur technique initiale.

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

Prix unitaires :

Le bordereau de prix unitaires et le cadre d'offre sont présentés dans le même fichier informatique.

Le candidat remplira le bordereau de prix unitaires (BPU) alors que le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) se remplira automatiquement (le DQE indiquera les prix unitaires et totaux). La comparaison des Prix sera effectuée à l'aide du Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Le prix de l'offre est calculé dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) en multipliant chaque prix unitaire par les quantités estimatives annuelles et en faisant la somme de tous les prix ainsi obtenus.

Chaque candidat veillera à la concordance entre le BPU et le DQE. En cas de discordance entre ces deux documents, c'est le prix unitaire figurant sur le BPU qui prévaudra et le DQE sera corrigé en conséquence.

Tout prix manquant dans le bordereau de prix pourra entraîner le rejet de l'offre sans que celle-ci ne soit régularisable

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

Prix unitaires :

Le bordereau de prix unitaires et le cadre d'offre sont présentés dans le même fichier informatique.

Le candidat remplira le bordereau de prix unitaires (BPU) alors que le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) se remplira automatiquement (le DQE indiquera les prix unitaires et totaux). La comparaison des Prix sera effectuée à l'aide du Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Le prix de l'offre est calculé dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) en multipliant chaque prix unitaire par les quantités estimatives annuelles et en faisant la somme de tous les prix ainsi obtenus.

Chaque candidat veillera à la concordance entre le BPU et le DQE. En cas de discordance entre ces deux documents, c'est le prix unitaire figurant sur le BPU qui prévaudra et le DQE sera corrigé en conséquence.

Tout prix manquant dans le bordereau de prix pourra entraîner le rejet de l'offre sans que celle-ci ne soit régularisable

*** Evaluation finale :**

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive. L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

- Concernant le lot n° 01:

La pondération s'effectuera sur la base de : 70 % pour le prix, 30% pour la valeur technique, en fonction de la formule suivante: $N(\text{note définitive}) = (0,70 \times N(i)) + (0,30 \times VT)$

- Concernant le lot n° 02:

La pondération s'effectuera sur la base de : 60% pour les échantillons, 30 % pour le prix et 10% pour la valeur technique en fonction de la formule suivante:

$N(\text{note définitive}) = (0,60 \times \text{échantillons}) + (0,30 \times N(i)) + (0,10 \times VT)$

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation.

Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Il sera demandé au candidat retenu de fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. Il lui sera également demandé de fournir, si l'offre remise n'a pas été signée, l'acte d'engagement, dans sa dernière version, revêtu d'une signature électronique.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des documents relatifs aux pouvoirs, avec indication du nom et de la qualité du signa-

taire. Cette personne devra être titulaire d'un certificat électronique conforme au niveau de sécurité ** du R.G.S. (en cours de validité) ou d'un certificat qualifié, conforme au règlement e-IDAS du 23 juillet 2014.

Dans le cas où la Ville de Marseille serait dans l'impossibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique dûment habilitée procède à la signature manuscrite des documents qui lui sont demandés (AE, autres pièces éventuelles), sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

Le candidat devra fournir ces éléments, à compter de la réception de la demande, dans un délai de : 10 jours. A défaut, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", les candidats sont invités à y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION

8.1 Règles liées aux échanges électroniques

Les modalités relatives aux communications et échanges d'informations par voie électronique, ainsi que celles relatives à la candidature et à la signature électronique, sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Afin de garantir la lecture et l'exploitation des échanges dans le cadre de cette consultation, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés :

odt ; .ods ; .odg ; .doc ; .docx ; .rtf ; .pdf ; .ods ; .xls ; .xlsx ; .rar ; .zip ; .gif ; .jpeg ; .png ; .tif ; .ppt ; .odp ; .dwg ; .dxf.

8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation

Les candidats qui retirent un dossier de consultation sur le site **mpe.mairie-marseille.fr** ne sont pas tenus de s'identifier .

Néanmoins, il est **vivement recommandé** une identification afin de pouvoir être immédiatement avisé des éventuelles modifications du cahier des charges et des réponses aux questions .

Le candidat ne pourra en aucun cas mettre en jeu la responsabilité de la Ville de Marseille s'il contrevient au présent avertissement.

Si dans ce même temps, la date de remise des offres est reportée, la disposition est également applicable .

Toute communication de renseignements sur le dossier de consultation doit faire l'objet d'une demande **écrite** en utilisant le site **mpe.mairie-marseille.fr**

Les candidats adressent leur demande par écrit **au plus tard 10 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Passé ce délai, plus aucune question ne sera prise en compte par la Ville de Marseille.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **sept (7) jours** calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Article 9 - RECOURS

9.3.1 Les voies de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

9.3.2 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

9.3.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffes du Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

greffe.ta-marseille@juradm.f